

17 mai 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, à Antenne 2 sur l'équipement ferroviaire et le rôle du TGV dans les communications européennes, Paris, mercredi 17 mai 1989.

QUESTION.- Vous venez de faire ce voyage avec un certain nombre d'enfants. Ce sont vos invités, alors je suppose que cela a une valeur de symbole. C'est pratique, parce que ce sont les futurs utilisateurs si j'ai bien compris ?

- LE PRESIDENT.- C'est un train de leur époque. Il connaîtra encore de nouveaux progrès, mais ces progrès ce sont eux qui les feront.

- QUESTION.- Alors la valeur du symbole ? Le symbole, c'est-à-dire quoi ? C'est la technologie, c'est le futur, c'est les choses qui avancent ?

- LE PRESIDENT.- C'est à la fois de très grandes réalisations techniques, et elles impliquent une part de rêve et la volonté de construire l'avenir. L'avenir, le voilà.

- QUESTION.- Ce sont des enfants qui ont les garçons environ 8 - 9 ans et puis les filles 10 - 11 ans, des enfants qui viennent de Bordeaux et Rennes ?

- LE PRESIDENT.- Oui, les points principaux par où passera ce TGV.

- QUESTION.- Monsieur le Président une question peut-être un peu personnelle avant de rentrer dans le détail de cette réalisation. Un train, des enfants, c'est vrai que cela fait longtemps que l'on sait vous, moi et ceux qui nous regardent que c'est un combinage, une bonne association train-enfants. Mais c'est vrai aussi que votre père a travaillé à la Compagnie des Chemins de Fer de Paris et d'Orléans. Alors je me demandais si ce n'était pas un rêve d'enfant que vous étiez en train de concrétiser, car vous avez suivi ce dossier personnellement.

- LE PRESIDENT.- Oui, quand je suis né mon père était chef de gare d'Angoulême en Charente et si ma mère n'était allée accoucher dans sa famille à Jarnac à 30 kilomètres de là, je serais né à la gare d'Angoulême, ce qui est arrivé au frère qui m'a suivi, celui qui a été longtemps responsable dans l'armée de l'air. Il est né à la gare d'Angoulême. Nous avons toujours entendu parler naturellement, cela revenait dans la conversation de mon père, de cheminots, d'organisation des chemins de fer qui à l'époque n'étaient pas encore nationalisés au sein de la SNCF il s'agissait d'une grande compagnie privée le PO Midi.

- QUESTION.- C'est vrai que c'est un univers qui ne vous est pas étranger.

- LE PRESIDENT.- C'est un univers où tous les hommes des générations précédentes de ma famille étaient aux chemins de fer. Mon grand-père, mon père qui avait deux soeurs, qui avaient épousé elles aussi deux ingénieurs ou cheminots. c'était je crois assez coutumier dans beaucoup de familles françaises de cheminots.\

QUESTION.- Ils employaient beaucoup de monde ... Monsieur le Président, ce projet d'extension vers l'ouest et vers le sud-ouest, vous y tenez. La preuve, vous avez tenu à faire vous-même ce voyage mais au fond, si je me fais l'avocat du diable, c'est une évolution normale de la technologie.

- LE PRESIDENT.- Absolument.

- QUESTION.- Cela va plus vite, cela va plus loin alors pourquoi tenez-vous tant à ce projet ?

- LE PRESIDENT.- Parce que c'est une redistribution des moyens de communication en France. En 1981, j'avais inauguré la ligne Paris - Lyon mais je n'en étais pas l'auteur. J'avais tenu à saluer en cette occasion le projet qu'avait mis en oeuvre mon prédécesseur M. Giscard d'Estaing.

concerner en cette occasion le projet que j'avais en cours, mon précédent projet de ligne à grande vitesse, qui avait eu une initiative très remarquable en imposant les trains à grande vitesse. Et je devais en même temps décider de l'étendre, contre beaucoup de réticences, car cela coûtait cher.

- QUESTION.- C'est une question de budget ?

- LE PRESIDENT.- Le budget, cela compte. Je pense qu'il est aujourd'hui assuré car le TGV c'est une très grande réussite commerciale. J'avais donc décidé d'innover l'ensemble du territoire national avec des TGV et j'avais pris la décision dès cette époque, 1981, de lancer la ligne sur laquelle nous sommes là, c'est-à-dire l'ouest et le sud-ouest. Paris - Bordeaux et aussi Paris - Nantes, Rennes, La Rochelle etc... Le TGV pour moi cela correspondait, j'ai tout de suite été convaincu de sa nécessité, à une grande ambition nationale. Il faut mobiliser beaucoup d'efforts pour parvenir au résultat souhaitable. Nous n'y sommes pas encore. C'est à la fois une grande ambition nationale et cela doit être une série de grandes réussites techniques. C'est tout-à-fait exaltant.

- QUESTION.- C'est vrai aussi que les Présidents, un Président aime bien laisser son nom à des réalisations, qu'elles soient techniques, qu'elles soient artistiques, qu'elles soient politiques.

- LE PRESIDENT.- En tous cas on est là pour servir à quelque chose. QUESTION.- Donc, on dira François Mitterrand c'est aussi le TGV.

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas ce que l'on dira. Le TGV est né avant moi et je me suis simplement appliqué à lui donner un développement conforme aux intérêts de la France.\

QUESTION.- Alors justement monsieur le Président, le TGV c'est un matériel incontesté mais on peut se demander si en le développant comme on le fait actuellement, on ne peut vous reprocher de privilégier le train, plutôt que le réseau autoroutier qui en a bien besoin, un petit coup de jeune cela ne lui ferait pas de mal, ou encore l'avion qui est encore relativement cher sur les lignes intérieures ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que le besoin diffère selon les distances et les commodités. Voyons, ce train-là permettra d'ici peu d'être au Mans en une heure, à Nantes ou à Rennes en deux heures, à Bordeaux ou à La Rochelle en trois heures. Pour ces petites distances, très rapidement parcourues, l'avion n'est pas toujours le moyen le plus aisé car il faut aller chercher loin un aéroport et quand on arrive on est encore assez loin du centre de la ville. Bref, pour ceux qui veulent dans une journée par exemple accomplir un aller-retour, c'est vraiment très aisé. On pourrait dire la même chose d'ailleurs aujourd'hui avec le Concorde dès que l'on va à New York, c'est ce que je ferai dans quelques jours en trois heures et quart. C'est-à-dire que l'on ne met pas plus de temps pour aller à New York en Concorde, mais c'est aussi une superbe réalisation technique, qu'on n'en mettra demain pour aller à Bayonne.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le TGV est donc un bon produit cela nous l'avons compris, les Français en sont parfaitement fiers, mais on essaie de le vendre alors il y a la concurrence, il y a les Allemands qui ne sont pas mauvais...

- LE PRESIDENT.- D'abord nous voulons le diffuser davantage sur notre territoire. C'est pourquoi la décision de ce TGV atlantique a été prise et j'y ai tenu pour ma ligne, car je me souviens qu'étudiant c'était ma ligne : Paris - Angoulême - Bordeaux. J'ai donc une affection particulière pour ces paysages. Je ne cherche pas à faire que la France s'aligne sur mes propres paysages. Mais c'était une région qui était un peu trop souvent oubliée dans les grands moyens de communication. Mais, on a décidé aussi la ligne du Nord de Paris vers Lille, avec une progression sur la Belgique, sur la Hollande - Amsterdam -, sur l'Allemagne - Cologne - et sur Londres par le tunnel sous la Manche, que j'ai également décidé avec Mme Thatcher et qui est, aujourd'hui, mis en oeuvre.

- QUESTION.- Quand vous dites cela, monsieur le Président, vous dites Londres, vous dites l'Allemagne, vous dites l'Europe ? Alors, ces enfants-là, allant en Europe et pour quoi faire, ils vont peut-être vous le dire, si leurs parents...

- LE PRESIDENT.- Vous voulez tout de suite de l'Europe, mais je voudrais quand même qu'on comprenne bien qu'il y aura demain un TGV vers Lille, mais il y en aura un aussi sur Strasbourg qui, également, se dirigera vers l'Allemagne par Sarrebrück et qu'on améliorera la ligne Paris - Lyon. On contournera la ville de Lyon. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal, a fait que la

France se trouve au centre de la Communauté, et ce TGV est un moyen formidable de relier tous les membres de cette Europe-là. Ce sera un centre de l'Europe.\

QUESTION.- Alors, monsieur le Président, deux dernières questions, j'allais dire petites questions. Vous parliez de l'Europe, et justement, j'ai entendu dire qu'il y avait des élections à propos de l'Europe et, aller vers l'Europe pour quoi faire ? Est-ce que - pour reprendre une formule dont on a beaucoup parlé à l'époque - l'idée de l'Europe est une idée qui fait son chemin en France ? Est-ce que vous croyez que ce n'est pas une idée abstraite pour eux et pour leurs parents ?

- LE PRESIDENT.- Elle n'est pas abstraite si l'on songe au chemin parcouru depuis trente ans. Il n'y avait pas d'Europe, il y en a une, et, aujourd'hui beaucoup de décisions se prennent au sein des institutions européennes, qui conditionnent la vie quotidienne de nos pays. QUESTION.- Quotidienne, concrètement ?

- LE PRESIDENT.- Le Marché commun agricole décide pour beaucoup de productions agricoles aujourd'hui et non plus simplement au plan national. La vie de tous les agriculteurs est commandée par les décisions européennes. Il en va de même dans beaucoup d'autres domaines et cela sera encore plus complet en 1992, puisque les frontières tomberont entre les douze pays de l'Europe. Vous avez dit tout à l'heure qu'il y a beaucoup de concurrence au sein de l'Europe, il faut s'y préparer. Il y a une concurrence pour le TGV, c'est vrai. Il n'empêche que le TGV français est bien reconnu comme une très grande réussite, notamment par l'Espagne.

- QUESTION.- Vous avez mis votre poids personnel dans la balance. Est-ce que le Président vend parfois les produits estampillés "France", vous-même ?

- LE PRESIDENT.- D'une certaine manière on peut dire oui. Je ne me considère pas comme un représentant commercial des industries françaises, mais chaque fois que je peux donner un coup de main pour convaincre mes partenaires que l'industrie française est capable des meilleures réalisations, je le fais.

- QUESTION.- Là, c'était le cas ?

- LE PRESIDENT.- C'était le cas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dernière question, celle-là plus d'actualité. Demain vous donnez une conférence de presse.

- LE PRESIDENT.- Oui.

- QUESTION.- C'est la deuxième en huit ans, à peu près.

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas la deuxième.' C'est la première depuis 1985, en tous cas.

- QUESTION.- Alors, on peut se demander si c'est une discipline que vous pratiquez avec plaisir. Parce que, pourquoi si peu souvent, et puis pourquoi demain 18 mai ? Il y avait-il une urgence particulière ?

- LE PRESIDENT.- Non, absolument pas. Simplement cela fait plus d'un an que j'ai été réélu. Je voudrais parler aux Français de politique étrangère, extérieure, ce qui entraîne automatiquement des considérations sur la politique de sécurité et de défense, tout cela est lié. Puis, en m'adressant à la presse par une conférence de presse, je touche plus directement la presse écrite indépendamment, naturellement, de la presse internationale, la presse internationale qui sera là. Et on peut aller plus loin dans la réflexion et dans l'analyse que l'on ne le peut dans une émission de télévision par exemple, ce que je fais, ce que je pratique habituellement. On touche aussi moins de gens directement. C'est un moyen indirect d'atteindre les Français, puisqu'il faut que je fasse confiance aux médias pour qu'ils portent plus loin les propos que je tiendrai jeudi. Je vous fais confiance.

- QUESTION.- Je me demandais si vous n'avez pas suscité cette conférence, parce que vous aviez une crainte que des choses, des initiatives que vous avez prises récemment, soient mal perçues.

- LE PRESIDENT.- Non, non, j'ai le moyen de le faire, car les demandes ne manquent pas aux chaînes de télévision pour me dire, monsieur le Président de la République, est-ce que ... ? Si j'avais voulu faire autrement, et peut-être d'une façon plus générale, je l'aurais fait.

- Je pars vendredi pour le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, simplement deux jours et demi

au total. Mais je rencontrerai les principaux dirigeants de ces pays, notamment M. Bush.

- Je partirai dans la semaine suivante pour le Sommet de la francophonie à Dakar. Je rencontrerai beaucoup de pays où l'on parle français. Peu de temps après j'irai en Tunisie, peu de temps après j'irai...

- QUESTION.- Beaucoup de voyages en peu de temps !

- LE PRESIDENT.- Oui, je voyage beaucoup trop, mais c'est le calendrier international qui m'y contraint. Il faudra que j'aille à Bruxelles pour le Sommet de l'OTAN, les grandes dispositions qui doivent être prises sur les problèmes du désarmement, etc, etc. Donc je serai en Pologne dans un mois, et puis le mois de juillet sera requis pour beaucoup de rencontres qui auront lieu en France, vous le savez, au moment où j'assurerai à la fois - c'est le hasard du calendrier - la présidence de la Communauté européenne et de la Conférence des sept grands pays industrialisés, tout cela en même temps. Alors avant d'aborder cette période très pressée et très lourde, j'entends informer les Français et d'une certaine manière, par votre intermédiaire, discuter avec eux.\